

«Le plus difficile au monde est de dire en y pensant ce que tout le monde dit sans y penser»

LE COURRIER

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS GÉNÉRALES ET DE RÉFLEXION N° 568 DU JEUDI 11 JUILLET 2019 - PRIX : 300 FRANCS CFA

Naissance du PJP Génération Doubara

La panique s'empare du camp de Mohamed Bazoum

L'affaire n'est pas sans inquiétudes pour le candidat officiel du Pnds Tarayya et ministre de l'Intérieur. Serait-il l'instigateur de la fuite des textes constitutifs du PJP Génération Doubara ? Si rien, pour le moment, ne le confirme, les soupçons et les allusions dans le camp du général Djibo Salou sont plus que clairs. On soupçonne fortement le ministre de l'Intérieur à tous points de vue, du général à la retraite, ou quelques partisans zélés, d'avoir posé cet acte à la fois indélicat et déloyal. Selon les confidences d'un des membres fondateurs du PJP qui a requis l'anonymat, les textes de son parti se sont retrouvés sur les réseaux sociaux dès le lendemain de leur dépôt au ministère de l'Intérieur. Quoi qu'il en soit, Mohamed Bazoum ne peut se défendre face aux attaques contre sa personne à propos de la fuite, visiblement préméditée, des textes constitutifs d'un parti en gestation que d'aucuns estiment être celui de Djibo Salou.

Lire page 5



Rixes au sein des partis politiques non affiliés

Mahamadou Issoufou

Un chef d'Etat atypique dans son genre

Processus électoral au Niger

54 villages nouvellement créés suscitent la polémique

Conférences UA-ZLECA

Les banques primaires saignées à blanc

Affaire rapatriement du corps de Colonel John

Les masques commencent à tomber

Message à la Nation du Président de La République, Chef De L'Etat, SEM Issoufou Mahamadou suite à la Tenue du Sommet de L'Union Africaine à Niamey:

**Nigériennes, Nigériens,
Mes Chers Concitoyens,**

Notre pays a abrité les 7 et 8 juillet 2019, deux sommets des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine : le premier sur le lancement de la phase opérationnelle de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine et le second sur la coordination entre l'Union Africaine et les Communautés Economiques Régionales.

De l'avis unanime, la tenue de ces deux rencontres a été un franc succès, tant du point de vue du nombre inégalé de Chefs d'Etat et de Gouvernement ayant fait le déplacement de Niamey, que de la qualité de l'organisation et de l'hospitalité. Rendons grâce à dieu qui nous a permis d'enregistrer ce succès éclatant et qui a permis la tenue de ces événements dans la paix et la convivialité.

Grâce à dieu, ce succès nous le devons à vous mes chers concitoyens, vous qui avez fait preuve d'une mobilisation exceptionnelle.

Ce succès est donc le vôtre, soyez en fiers et soyez fiers de la renaissance de votre cher pays.

Ce succès, nous le devons aussi, à la bonne préparation des activités par le gouvernement, l'agence UA 2019, les commissions techniques d'appui, au professionnalisme des forces de défense et de sécurité et au partenariat de qualité noué avec les différents sponsors et prestataires de service ainsi qu'à la qualité de nos infrastructures, réalisées aux normes et standards internationaux.

**Nigériennes, Nigériens,
Mes Chers Concitoyens,**

Nous venons de vivre un moment historique.

En effet l'histoire retiendra que c'est ici, à Niamey, le 7 Juillet 2019, que fut lancée la phase

opérationnelle de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine, la plus grande zone de libre échange du monde, de par le nombre d'Etats adhérents et des populations concernées.

La rapidité avec laquelle ce projet phare a été négocié et conclu est sans précédent dans l'histoire de l'Union Africaine.

Je sais que ce projet est conforme à vos aspirations, vous qui êtes un peuple ouvert, imbu de valeurs panafricaines de solidarité et d'unité.

Oui, vous êtes profondément attachés aux valeurs qui ont été portées par plusieurs générations depuis celle du " retour à l'Afrique " de Marcus Garvey jusqu'à celle de l'Union Africaine, en passant par celle du premier Congrès panafricaniste tenu à Paris en 1919, en marge de la Conférence de paix de Versailles, mettant fin à la première guerre mondiale, celle des différents congrès de Londres et de Manchester, celle des indépendances avec les groupes de Monrovia et de Casablanca dont la fusion a donné naissance en 1963 à l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA).

Oui, vous êtes profondément attachés à ces valeurs, parce que vous êtes convaincus que l'unité africaine est la seule voie qui permettra d'assurer la renaissance, la dignité et le progrès pour chacun de nos pays et pour l'ensemble du continent. C'est dire que notre destin est intimement lié à celui des autres peuples africains. C'est pourquoi je vous demande de vous approprier la Zone de Libre Echange Continentale et de manière générale l'agenda 2063 de l'Union Africaine qui vise à faire de l'Afrique, à l'horizon 2063, une " Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens, et représentant une force dy-



namique sur la scène internationale

**Nigériennes, Nigériens,
Mes Chers Concitoyens,**

Le succès que venons d'enregistrer dans l'organisation de ces conférences, nous nous devons de le consolider et de l'amplifier afin que le Niger soit un hub en matière de rencontres d'envergure internationale. Aujourd'hui, le Niger peut accueillir n'importe quel événement international parce que nous en avons les compétences humaines et les infrastructures. Par ailleurs, avec la volonté et la confiance en soi, rien n'est impossible. En toute chose la volonté précède l'action. Chacun de nous doit se le répéter tous les jours. Les sommets que nous venons d'organiser ne sont qu'un exemple de ce que nous sommes capables de faire.

C'est pourquoi, je vous invite à changer le regard sur vous-mêmes et à prendre conscience du fait que vous êtes capables de faire de grandes réalisations. Après ces sommets, je suis convaincu que le regard des autres sur nous a changé. Le Niger et son peuple reflètent désormais une image totalement positive, une image d'un pays qui avance, une image d'un pays qui fait des progrès vers son émergence.

**Nigériennes, Nigériens,
Mes Chers Concitoyens,**

Au moment où les lampions se sont éteints sur ces deux importantes rencontres continentales,

permettez-moi, en votre nom, d'adresser mes très vifs remerciements à mes pairs Chefs d'Etat africains qui nous ont honorés de leur présence.

Je voudrais associer à ces remerciements les Premières Dames d'Afrique dont la contribution au quotidien au profit des populations vulnérables est particulièrement appréciée. Elles ont en effet animé, en marge du sommet de l'Union Africaine de Niamey, plusieurs événements parallèles sur des questions de santé, de nutrition, d'éducation et de bien-être familial.

J'adresse aussi mes félicitations au Gouvernement, aux forces de défense et de sécurité, aux responsables et au personnel de l'Agence UA 2019, aux membres des différentes commissions d'appui, aux partenaires et sponsors, aux prestataires, aux artistes, aux bénévoles ainsi qu'aux médias nationaux et internationaux.

Je remercie tous ceux qui ont prié, nuit et jour, pour le déroulement dans la quiétude de cette grande rencontre.

Je vous remercie enfin, vous tous mes chers concitoyens, en particulier les populations de Niamey, pour le civisme, la patience ainsi que l'accueil exceptionnel et chaleureux réservé à nos illustres hôtes.

Que Dieu vous bénisse et que Dieu bénisse le Niger.

Je vous remercie

Mahamadou Issoufou

Un chef d'Etat atypique dans son genre



Mahamadou Issoufou est sans aucun doute un chef d'État atypique dans son genre. Alors que le Président nigérien n'a jamais senti l'impératif de s'adresser à son peuple lors de grandes tragédies dont certaines ont coûté la vie à des dizaines de ses compatriotes, il trouve la nécessité de faire une adresse à la nation au nom du succès d'avoir réuni 32 chefs d'Etat, des premières dames, des ministres de la Santé et autres hauts fonctionnaires de l'Union africaine. C'est tout simplement déplorable de mesurer le succès pour un chef d'Etat dans la capacité à mobiliser des fonds énormes, des centaines de milliards dit-on, non pas pour mettre son peuple à l'abri des besoins élémentaires, mais pour inviter l'Afrique entière à travers cinq conférences simultanées. À la fois pour satisfaire son ego surdimensionné, mais également pour donner libre cours aux lubies de ses épouses qui ont tenu, chacune, à avoir ses invités de marque et ses conférences. Un dérangement qui a coûté très cher au Niger dont les populations, dans certains coins du Niger et jusque dans les centres urbains, manquent parfois d'eau. Quant à l'électricité,

elle est un luxe insolent pour les Nigériens. Les exemples sont légion où le chef de l'État, chef suprême des armées, a cruellement brillé par son absence et sa froideur, pour ne pas parler d'insouciance. À Karamga où, dit-on, ce sont des dizaines de soldats nigériens qui ont péri et qui n'a pas empêché Mahamadou Issoufou de prendre l'avion pour quelque destination, à l'étranger. À Ouallam, à Baley béri, à Tono-Tongo, à Inatès... que d'occasions obligeant un président de la République, " élu à 92,51% " de faire corps avec son peuple et de partager ses douleurs. Que dire des 39 femmes et enfants enlevés de Diffa ! Dans le meilleur des cas, Mahamadou Issoufou, lui, s'est contenté de twitter un texte ou de publier un communiqué pour condamner les attaques et exprimer sa compassion au peuple nigérien. Pour certains observateurs, à travers ce message à la nation inapproprié, le Président Issoufou ne cherche qu'une prolongation de la récréation ouverte à la faveur de ces conférences. Les vrais problèmes l'attendent et il va devoir les affronter.

Laboukoye

Accord de Niamey vu par le Prof Roger FOLIKOUE
Rencontre de Niamey :

" Un fait dans l'histoire et non un fait historique "

Réunis à Niamey ce week-end, les chefs d'Etat d'Afrique ont signé un document qui, dit-on, dote le continent noir d'un marché commun. Et on parle d'un événement historique. Ce qu'analyse ici l'universitaire Roger Folikoue. Folikoue est universitaire togolais, Maître Assistant Option Philosophie politique, et également acteur de la société civile.

" Depuis hier, on dit que c'est

dans un espace élargi. On a voulu contourner le problème politique qui relève d'une vision avec des valeurs communes à partager et qui fondent l'économie, mais il se révèle incontournable. L'Europe se rend compte aujourd'hui que la dimension politique est primordiale. Par politique, il ne faut pas entendre ici les querelles des partis politiques, mais le fait de penser l'être ensemble. Ils sont en-



historique car l'Afrique vient de se doter d'un marché commun. Mais est-ce vraiment historique ou juste un fait dans l'histoire ? Tout fait dans l'histoire n'est pas cependant historique. Car l'historique est ce qui marque la vie des hommes et des femmes, c'est ce qui est de l'ordre d'un événement qui brille par sa singularité. Peut-on dire que ce qui s'est passé au Niger ce week-end avec la signature des présidents des États africains est historique ? Je ne crois pas, mais c'est un fait de l'histoire. L'Union européenne a commencé avec le traité du marché de l'acier avec certains pays européens. Encore un traité économique et au fil du temps, ces pays ont compris que l'intégration économique a des exigences d'harmonisation non seulement économique, mais aussi politique au sens de la recherche d'un mieux-être ensemble

core là et c'est un problème incontournable. Et voilà qu'au lieu d'innover pour apporter quelque chose aux autres grands ensembles politiques en gestation au XXI^e siècle, l'Afrique donne l'impression d'être le passé des pays occidentaux. La rencontre de Niamey pourrait être historique si c'était un accord effectif, traduisant la mise en œuvre d'une utopie : une Afrique unie, sortie de la balkanisation. Cette rencontre, un fait de l'histoire, se situe dans une ligne que nous n'avons pas inventée et qui nous place derrière les autres. Elle pouvait être une occasion d'audace. Mais hélas. A ce titre, 7 juillet 2019 est un fait de l'histoire, mais ce n'est en aucun cas historique.

Roger FOLIKOUE

<https://www.icilome.com/actualites/867280/accord-de-niamey-vu-par-le-prof-roger-folikoue>

UNFPA-Niger

Table ronde de mobilisation des ressources pour l'autonomisation des femmes et des filles au Sahel

À travers cette rencontre organisée en marge du sommet de l'Union africaine, les premières dames de l'espace CEDEAO entendent contribuer à promouvoir la scolarisation de la jeune fille et l'autonomisation de la femme. Présents à cette rencontre de Niamey, le président de la BAD et la représentante résidente de l'UNFPA pensent que la persistance du problème mérite l'engagement fort des Etats. C'est pourquoi les jeunes filles de l'Afrique de l'ouest se sont mobilisées pour demander aux premières dames d'être leurs alliées dans la mise en œuvre de l'action concrète zéro mariage d'enfants en Afrique de l'Ouest " Nous pensons que si vous continuez à marier nos jeunes sœurs qui ont moins de 18 ans, ce que vous contribuez à réduire les potentialités des pays, à faire régresser les pays. Pourquoi ? Parce que le développement d'un pays ne peut se faire en mettant de côté les jeunes filles. Les jeunes filles que nous sommes ont le droit d'aller à l'école, le droit à la santé, le droit d'être protégées et enfin le droit de faire exploiter nos connaissances afin de contribuer au développement de nos pays "

Prenant la parole à cette occasion, la première dame, Lalla Malika Issoufou, a répondu à l'appel des jeunes filles en indiquant qu'il faut désormais donner une impulsion au combat : " nous devons poursuivre le plaidoyer, l'information et la communication de proximité, dit-elle, car il s'agit d'opérer un changement contre toute forme de conservatisme et de stéréotype. Notre sous-région ouest africaine et l'Afrique centrale sont concernées par le mariage des enfants ; en moyenne, 40% des femmes sont mariées avant l'âge de 18 ans avec de fortes disparités entre les pays. Il est connu de tous qu'en cas de fistule, les jeunes filles sont condamnées à vivre ostracisées, abandonnées par leurs parents, leurs amies et la société, en un mot condamnées à une mort silencieuse. Non ! Non ! Nous ne devons plus accepter que des filles innocentes subissent un tel traitement dégradant "a-t-elle indiqué. Pour le président de la République, chef de l'Etat présidant cette session, la solution à tous ces problèmes réside dans l'éducation. " Le meilleur instrument pour lutter contre les mariages précoces,

c'est de maintenir les jeunes filles à l'école au moins jusqu'à l'âge de 16 ans " a-t-il précisé.

À la fin de cette rencontre, la ministre de la population du Niger, Dr Aissata Amadou Maiga, et la représentante résidente de l'UNFPA ont conjointement animé une conférence de presse.

Dans sa note introductive, la ministre de la Population s'est dite satisfaite des résultats obtenus au sortir de la table ronde. Face à la question du taux élevé de mariages précoces au Niger, la ministre de la population soutient que cette situation n'est point liée à la religion mais plutôt à un problème de compréhension. Ainsi, avec les campagnes de sensibilisation pour un changement de comportement, de meilleures réponses appropriées seront données aux populations afin de réduire davantage le taux de mariage des enfants au Niger et par là, le taux de fécondité et celui de mortalité infantile et faire de l'autonomisation de la femme, une réalité.

Prenant la parole à son tour, Natalia Kanem, la Représentante de l'UNFPA, a tout d'abord salué les efforts fournis par le Président de la République et la Première Dame pour leur leadership en faveur de la santé de la jeune fille au Niger. En cette veille de la journée mondiale de la population, la Représentante de l'UNFPA estime que c'est l'occasion de réaffirmer le rôle de la jeune fille et de démontrer les changements positifs qui se sont opérés en ce sens. Pour Natalia Kanem, il y a une évolution positive au Niger car le taux de fécondité connaît une baisse. " Même s'il est encore à 7,1%, ceci témoigne des efforts fournis à cet effet. Et avec la perspective du sommet de Nairobi qui se tiendra du 12 au 14 Novembre prochain cela est donc à saluer "

Pour finir, Natalia Kanem a relevé que le message de l'UNFPA a été pris en compte par les dirigeants qui mettent la question de dividende démographique au centre des priorités du continent afin que les objectifs de l'Agenda 2063 de l'UA et les objectifs de développement durable de 2030 soient une réalité en Afrique. Ces deux agendas visent une Afrique avec 0% de mariage d'enfants et de cas de fistule obstétricale.

Moussa Dodo

Parkings des bâtiments publics

A qui profitent les parkings des bâtiments publics ?

Il est de plus en plus fréquent de voir s'installer des parkings privés au niveau des bâtiments administratifs. Il en est ainsi de certains ministères, les hôpitaux, les abords de certaines écoles, le cimetière musulman, le stade Général Seyni Kountché, etc. de la sorte, moyennant 100 ou 200 FCFA ou même plus, l'usager peut déposer, sans grande crainte, sa moto ou son véhicule dans ledit parking sous l'œil vigilant du gérant et de ses employés, entrer dans le service, faire ce qu'il est venu faire et reprendre son engin. A première vue, c'est une bonne chose, l'initiative est louable, en ce sens que les motos et véhicules des prestataires de service sont sécurisés, sous bonne garde. Malgré quelques ratés, les usagers semblent s'accommoder avec cette pratique. Mais, il se pose des questions, car c'est au niveau des bâtiments publics, utilisant l'espace public. C'est cet espace public qui est commercialisé, monnayé. Où vont les fonds provenant de ces parkings installés ici et là, dans les espaces publics ? Qui autorise des individus, des particuliers, des " gérants ", à installer un parking dans l'espace public et quelle est la part de l'Etat

quand on sait que chaque jour que Dieu fait, ce sont des millions et des millions qui sont générés par cette prestation ? Le phénomène se généralise dans la ville de Niamey, et même à l'intérieur. Selon certaines sources, le contrat est signé entre la mairie et le gérant qui doit verser régulièrement à la collectivité, un montant fixé selon les termes du contrat. Si ce n'est pas tout simplement le chef de l'institution ou du service qui accorde la place à qui il veut, selon les termes qui lui conviennent. Généralement un parent, tout au moins une connaissance. Dans tous les cas les espaces réservés et faisant office de parkings dans les services publics, les domaines de l'Etat, sont des domaines publics. Et si leurs parkings doivent être payants, il faudrait que l'on sache où vont tous ces fonds générés. En tout cas ces fonds ne doivent pas atterrir dans les poches de quelques individus qui s'enrichissent irrégulièrement, à travers une vile privatisation du bien public. Il faudrait que l'Etat trouve les moyens pour contrôler les entrées financières et faire respecter ses droits, les droits de tous les citoyens qui se résument à un seul mot : l'intérêt général.

Légalisation des pièces d'Etat civil et autres documents

Un terrible manque à gagner pour l'Etat au profit des intérêts des particuliers

S'il y a un domaine où l'Etat perd de l'argent bêtement mais sûrement des milliards, c'est au niveau des légalisations des pièces d'Etat civil et autres documents. Et pourtant ça se passe dans des services publics, où des fonctionnaires de l'Etat utilisent les armoiries de l'Etat pour légaliser des documents, moyennant de l'argent, sans aucune comptabilité, sans aucun reçu à remettre aux prestataires de service, des citoyens comme eux. Ces millions, sinon des milliards, si l'on considère l'ensemble du territoire national et surtout pendant les périodes d'exams et des concours, vont, apparemment, directement dans les poches de particuliers. Des particuliers qui s'enrichissent au vu et au su de tout le monde, en premier chef les institutions et les autorités chargées de protéger le bien public et les citoyens de toute arnaque, de tout empiètement injustifié. Car, c'est bien une arnaque, avec les armoiries de l'Etat, notre bien commun. Est-ce que notre pays a une seule fois estimé le montant des fonds générés par les légalisations faites par jour ? Assu-

rement, c'est beaucoup, énorme même, vu le flux des prestataires. Il y a mille et une manières par lesquelles l'Etat nigérien perd tous les jours de l'argent au profit de certains de ses fils qui pourtant utilisent des services de l'Etat, les armoiries de l'Etat, ou les espaces publics pour s'en mettre plein les poches, en délestant, sans honte ni vergogne, leurs compatriotes de leurs maigres moyens. Mais, comme on dit, le poisson pourrit par la tête. Lorsqu'au plus haut sommet de l'Etat, des fonctionnaires de l'Etat deviennent des milliardaires à la vitesse de la lumière, quand des hauts fonctionnaires utilisent leurs fonctions pour mettre en péril les intérêts vitaux du Niger dans des affaires scabreuses comme Africard, Uraniumgate, le don de riz pakistanais, Eximbank de Chine, ou les affaires ARTP, chacun voudra faire comme le chef. Ainsi faisant, le régime continue de se la couler douce ; la responsabilité est partagée, engageant plus de personnes qui vont lutter bec et ongle pour pérenniser le système qui les nourrit. Même au prix du sang de leurs frères.

Naissance du PJP Génération Doubara

La panique s'empare du camp de Mohamed Bazoum

Actualité oblige, la tenue de la conférence de l'Union africaine, de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zleca) et des conférences des premières dames a momentanément éclipsé le sujet, durant quelques jours. Aujourd'hui, Il revient en force au premier plan, avec un vent de panique qui souffle dans le camp des bazoumistes du Pnds. La probable candidature du général à la retraite, Djibo Salou, s'affirme de mieux en mieux. Si le départ de l'armée de Djibo Salou, pour convenances personnelles, et la désignation d'un porte-parole officiel sont considérés comme de simples indices, d'autres faits sont venus s'y greffer, renforçant chez les Nigériens le sentiment que le deal secret entre le tombeur de Mamadou Tanja et Mahamadou Issoufou pourrait être une réalité. Certains n'hésitent pas d'ailleurs à affirmer, sans aucune précaution d'usage, qu'au regard de la succession des faits et des événements politiques, il n'y a guère plus de doute à propos. En tout état de cause, l'affaire Djibo Salou défraie de plus en plus la chronique à Niamey depuis la divulgation des textes constitutifs d'un nouveau parti politique avant même l'obtention de l'agrément d'exercice du ministère de l'Intérieur. Aussitôt déposés, aussitôt dans la rue ! Tous les textes constitutifs de ce nouveau parti, y compris la liste des membres du bureau exécutif national provisoire, sont partagés comme de petits pains sur les réseaux sociaux. Surprenant sort tout de même pour un parti politique qui n'a même pas encore l'agrément officiel d'exercice. Il y a de quoi. Ce nouveau parti politique, dénommé " Parti pour la justice et le progrès (PPJ Génération Doubara) ", est dirigé par de très proches collaborateurs et parents du général à la retraite, Djibo Salou. Entre autres noms distinctifs figurent ceux du ministre de la Santé en

2010 et de Hama Hamadou, l'ancien directeur général de la SOPAMIN [Ndlr : Société de patrimoine des mines du Niger] sous la transition de Djibo Salou qui s'est récemment déclaré porte-à-parole officiel du chef de la junte militaire de 2010. Il est d'ailleurs le secrétaire général et porte-parole du PJP Génération Doubara.

Mohamed Bazoum serait-il l'instigateur de la fuite des textes constitutifs du PJP Génération Doubara ?

L'affaire n'est pas sans inquiétudes pour le candidat officiel du Pnds Tarayya et ministre de l'Intérieur. Serait-il l'instigateur de la fuite des textes constitutifs du PJP Génération Doubara ? Si rien, pour le moment, ne le confirme, les soupçons et les allusions dans le camp du général Djibo Salou sont plus que clairs. On soupçonne fortement le ministre de l'Intérieur à tous points de vue, du général à la retraite, ou quelques partisans zélés, d'avoir posé cet acte à la fois indelicat et déloyal. Selon les confidences d'un des membres fondateurs du PJP qui a requis l'anonymat, les textes de son parti se sont retrouvés sur les réseaux sociaux dès le lendemain de leur dépôt au ministère de l'Intérieur. Quoi qu'il en soit, Mohamed Bazoum ne peut se défendre face aux attaques contre sa personne à propos de la fuite, visiblement préméditée, des textes constitutifs d'un parti en gestation que d'aucuns estiment être celui de Djibo Salou. Selon des sources politiques crédibles, la création du PJP Génération Doubara a suscité dans le camp des bazoumistes un vent de panique. La divulgation des textes constitutifs du PJP Génération Doubara sonne le glas des doutes et des interrogations chez le ministre de l'Intérieur dont le Courrier a écho de l'état d'esprit. S'il affiche en public une sérénité à toute épreuve, notamment lors des cérémonies officielles, le ministre de l'Intérieur



est toutefois soucieux. Ses partisans, eux, sont désespérés et ne savent plus à quel saint se vouer, tant ils se demandent de quoi demain sera fait. Un militant du Pnds ayant requis l'anonymat a confié que la question Djibo Salou est la principale source de préoccupation et de débat dans leurs rangs. Mais en privé, dans le cadre de cercles restreints où les membres s'accordent une certaine confiance.

Le PJP Génération Doubara verra-t-il jamais le jour ? Ébruité avant de voir le jour, le parti supposé être celui du général à la retraite Djibo Salou pourrait, peut-être, ne jamais voir le jour. Peut-être, est-ce là l'objectif visé par les auteurs de la fuite ? Quoi qu'il en soit, l'on n'a plus entendu parler du PJP Génération Doubara qui, sauf abandon du projet par ses géniteurs ou laxisme du ministre de l'Intérieur pour leur délivrer le récépissé provisoire d'exercice, doit être déjà compté parmi la longue liste des partis politiques nigériens. À ce jour, c'est le black-out total sur la procédure enclenchée par le dépôt des textes du PJP Génération Doubara. On ignore si la dite procédure suit son cours et si le parti a obtenu son récépissé provisoire. Pour en avoir le cœur net, le Courrier a appelé Hama Hamadou, le porte-parole du général Djibo Salou et secrétaire général du PJP

génération Doubara, qui a indiqué qu'ils n'ont jusqu'à, présent, reçu le récépissé. Quant aux partisans de Mohamed Bazoum, ils ont d'autant plus de raisons de s'inquiéter que récemment, le général a eu une rencontre secrète avec Mahamadou Issoufou sans que l'opinion nationale sache quoi que ce soit sur leur entretien. De quoi peut avoir parlé le président de la République en exercice avec un général à la retraite ? That is the question.

Laboukoye

LE COURRIER

Hedomadaire d'informations

générales et de réflexion

NIF : 17763 / S

Tél : 96 88 74 09

96 29 05 42

Siège : Quartier Terminus

E-MAIL :

lecourrier_niger@yahoo.fr

Fondateur

Ali Soumana

Directeur de Publication

Moussa Dodo

Impression : GIN

Tirage

1500 Exemplaires

Tribune

Migrants : « Dirigeants africains, ne devenez pas les supplétifs postcoloniaux de l'Europe ! »

LE RENDEZ-VOUS DES IDÉES. Le sociologue marocain Mehdi Alioua, spécialiste des migrations, s'interroge sur l'absence de réaction des chefs d'Etat du continent face aux tragédies en Méditerranée.

Tribune. Depuis vingt-six ans et l'instauration du visa Schengen en 1993, nous assistons, impuissants, depuis l'Afrique méditerranéenne, au drame qui se joue à nos frontières communes avec l'Europe. Durant ce quart de siècle, au moins 40 000 personnes sont décédées et bien plus encore ont disparu sur les routes migratoires sahariennes et méditerranéennes.

Frontiérisation européenne

Cette tragédie, nous l'éprouvons dans notre chair, car nombre d'entre nous avons vécu personnellement le passage non autorisé de ces frontières et la violence qui lui est inhérente, ou connaissons une personne qui l'a vécu. Des milliers de Marocains, de Tunisiens, d'Algériens, d'Égyptiens ont enterré leur père, leur sœur, leur fils, morts noyés dans la mer ou étouffés dans un conteneur ; et bien d'autres rêvent de pouvoir retrouver le corps disparu d'un des leurs. Nous l'éprouvons en ramassant les cadavres de personnes venues de Syrie, d'Irak, du Sénégal, de Guinée, du Congo et de bien d'autres pays d'Afrique.

Nous l'éprouvons encore en jouant le rôle de garde-frontières que l'Europe exige de nous. Les matraques qu'elle met dans nos mains pour meurtrir les corps des migrants « *indésirables* » ; les lames tranchantes des grillages qu'elle nous fait ériger pour déchirer la chair des migrants « *aventuriers* » ; les visas biométriques qu'elle nous fait payer très cher pour réguler l'identité des migrants « *clandestins* » ; les camps qu'elle nous fait construire en Libye et qu'elle rêve de multiplier partout pour enfermer loin de chez elle les âmes des migrants « *récalcitrants* ». Tout cela fait partie d'un dispositif que l'on peut qualifier d'externalisation des contrôles migratoires ou, encore, de frontiérisation européenne.

Cette stratégie de l'Europe est le résultat de son incapacité à élaborer une politique migratoire communautaire et de lui avoir préféré, alors, une politique de frontiérisation. Les besoins de travailleurs migrants ou les traditions d'asile sont tellement différents selon les pays membres, voire selon les périodes, que le manque d'harmonisation a laissé des interstices dans lesquels les personnes migrantes réussissent tant bien que mal à s'infiltrer.

Afin de limiter cela, l'Union européenne a imposé aux pays limitrophes une cogestion des flux, c'est-

à-dire, en réalité, un contrôle de sa frontière. C'est une stratégie qui s'inspire de la globalisation économique pour produire à moindre coût et avec le moins d'entraves possible, l'effet désiré. Les coûts ici sont économiques mais, surtout, politiques et juridiques. Car, dans l'esprit des technocrates européens qui ont imaginé cela, les sociétés civiles d'Afrique méditerranéenne et sahélienne n'auraient pas la même capacité d'influence ni la même volonté que celles d'Europe pour limiter les répressions anti-migrants et leurs gouvernements ne seraient pas aussi respectueux des droits humains que les gouvernements européens. C'est du « *off shoring* » : on délègue la matraque et on déterritorialise le contrôle de la frontière le plus loin possible.

Une résistance qui se nomme empathie

C'est pourquoi les ONG comme Sea Watch ou SOS Méditerranée avec *L'Aquarius* posent tant de problèmes : non seulement elles mettent en lumière cette infamie, ce manque pathologique d'empathie propre à la bureaucratie et aux délires xénophobes. Mais elles limitent aussi cette stratégie d'externalisation en débarquant sur les terres européennes les « *coûts* », économiques, politiques, humains, qui étaient pourtant délégués à des supplétifs.

Alors que le projet consistait à faire disparaître les personnes et leur assistance sociale derrière la bureaucratie de la gestion des flux et le contrôle frontalier lointain, voilà que ces ONG les ramènent, avec leurs histoires, qu'il faut écouter, leur corps qu'il faut soigner, leurs droits qu'il faut respecter. Ces ONG nourrissent la sympathie des Européens pour ces migrants et c'est ce que les électeurs de Salvini, Le Pen et Orban ne veulent surtout pas voir. C'est pourquoi Carola Rackete a été emprisonnée, et avant elle Cédric Herrou, et que d'autres le seront encore. Il n'est pas possible de comprendre autrement cet acharnement contre ces militants. C'est une attaque sournoise à un sentiment pourtant essentiel sans lequel il n'y a plus de possibilité de société : l'empathie.

Cette frontiérisation impose l'idée qu'il y a deux mondes, alors qu'en réalité il n'y en a qu'un, c'est d'ailleurs pour cela que l'externalisation des contrôles migratoires est possible. Des militants comme Carola Rackete, qui non seulement sauvent des vies mais aussi les valeurs démocratiques européennes qui s'abîment en Méditerranée, nous rappellent qu'il n'y a qu'un seul monde que ces frontières déchirent. C'est en réalité un principe de réciprocité : si ma vie compte, chaque vie compte, car nous avons en com-



Le 3 juillet 2019, manifestation de migrants à Nantes, en France. SEBASTIEN SALOM-GOMIS / AFP

mun la vulnérabilité et le devoir de la surmonter en essayant de prendre soin les uns des autres. Ainsi, ce ne sont plus de simples cadavres anonymes, ce ne sont plus des paquets zippés débarqués sur des quais, ni des silhouettes difformes captées par des caméras infrarouges se lançant à « l'assaut » des barbelés de l'Europe, ni des marionnettes abusées que des uniformes font valser de camp en camp, mais des personnes avec des histoires singulières dont la vie est révélée. Il devient alors plus dur, à moins d'être un raciste convaincu et motivé, de faire disparaître ces vies. C'est, du moins, bien plus coûteux...

Descendants de « Nègres »

En Afrique méditerranéenne et sahélienne aussi la résistance s'est organisée depuis une vingtaine d'années sur les routes migratoires pour rappeler que les vies ont partout autant de valeur et que la mobilité n'est pas un état inférieur à la sédentarité. Au Maroc, au Niger, en Tunisie, au Mali, etc., des militantes et des militants soignent ces vies, les font connaître, les défendent. Ils les humanisent, tout simplement. Ils affirment que nul ne doit être étranger chez lui en Afrique et que comme l'écrasante majorité des migrants africains migrent à l'intérieur du continent, cela concerne d'abord les sociétés africaines.

Comme Hicham Rachidi, membre fondateur du Groupe antiraciste d'accompagnement et de défense des étrangers et des migrants au Maroc (Gadem), ils se sont couchés sous les roues des autocars qui déportaient des migrants dans des zones désertiques. Ils ont identifié des cadavres pour que les corps puissent être rendus à leur famille. Ils ont manifesté devant des prisons où on enfermait des migrants pour défaut de papiers. Ils ont payé des avocats, écrit des manifestes, fait signer des pétitions, organisé des sit-in, des caravanes de solidarité, des concerts. Ils dénoncent depuis des années l'ingérence de l'UE et la collaboration de leur gouvernement respectif.

Ils ont crié partout, haut et fort, que nous sommes dans une impasse car les personnes que nous violentons d'une main, au nom de Sa Sainteté « la frontière européenne », nous les soignons d'une autre, au nom d'une profonde empathie liée au fait que nous sommes aussi des migrants, des descendants de « *Nègres* » et « *d'indigènes* », que notre sort est lié au moins depuis la colonisation et nos résistances à celle-ci.

Choisir

Pendant ce temps, que faisaient nos dirigeants africains ? C'est une question essentielle, car, à l'exception de quelques rares chefs d'Etat, dont le roi Mohammed VI sur la nécessité de faire de la question migratoire une question africaine avec une approche humaniste et de ne plus se laisser piéger par l'agenda européen, les pays africains se sont complètement désinvestis.

Ils ont durant trop d'année laissé l'UE et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) dicter leur stratégie, et parfois jusque dans leurs productions juridiques. C'est très préoccupant, d'autant que même le Maroc, malgré sa nouvelle politique migratoire ambitieuse, ne peut pas faire autrement que de continuer à contrôler violemment la frontière européenne en empêchant des migrants marocains ou étrangers de la passer sans autorisation.

Si l'Europe devra choisir entre Carola Rackete ou Salvini, l'Afrique méditerranéenne et sahélienne devra elle aussi choisir entre produire une véritable politique migratoire africaine ou participer à la stratégie européenne de frontiérisation. Le danger de devenir une zone tampon, ni européenne, ni africaine, où de nouveaux « *goumiers* », sortes de supplétifs postcoloniaux de la frontière européenne, tabassent, emprisonnent et poussent les migrants à s'aventurer sur des routes dangereuses est réel. Nous le constatons tous les jours avec le cas libyen, et le silence de nos dirigeants n'est pas rassurant.

Mehdi Alioua est professeur associé à l'Université internationale de Rabat, titulaire de la chaire « Migrations, mobilités, cosmopolitisme ».

Affaire rapatriement du corps de Colonel John Les masques commencent à tomber

Cette affaire rocambolesque de tentative d'escroquerie de plus 83 millions de FCFA autour du rapatriement de la dépouille de colonel John (que Dieu l'accueille dans son paradis éternel) n'a pas fini de faire couler d'encre et de salive. De rebondissement en rebondissement, l'affaire secoue, depuis quelques temps, la Direction générale des douanes, et prendrait aujourd'hui une tournure inquiétante pour un des responsables dont l'enquête révélerait être le complice du patron de l'Agence africaine de voyage et de tourisme (A. A. V.T). Pour rappel, selon des sources dignes de foi, c'est en présence des deux premiers responsables de la Direction des Douanes que le ministre des finances a ordonné une

enquête et de poursuite judiciaire contre le responsable de l'agence de voyage pour escroquerie. Surprise, aussitôt après la rencontre, le patron de l'agence de voyage a été informé de l'instruction donnée par le ministre. Ce qui lui a permis de fuir du Niger et de couper tous ses contacts. Toujours selon nos sources, l'enquête menée aurait fait découvrir le complice du fuyard. Aux dernières nouvelles, nous avons appris que le complice traiterait également avec le garage "cité des députés". Un garage dans lequel les véhicules de la direction de douane sont réparés. Et dont le propriétaire ne serait que son parent (affaire à suivre). Ainsi donc les masques commencent à tomber et des sanctions doivent suivre.

Message de Brah Tandja aux militants du MNSD -Nassara

Bonjour à tous, militantes et militants du Mnsd Nassara, Il vous souviendra que le 23 mars 2019, le Parti tenait à Tahoua son 9e congrès ordinaire avec la présence effective des délégués de toutes les huit sections du Niger.

Grâce au leadership de SEM Seyni Oumarou et celle des responsables de la section de Tahoua, le congrès a été une réussite parfaite avec la reconduction du président du parti et la résolution par laquelle il a été investi candidat du parti aux élections présidentielles de 2021.

À ce jour, en dehors du président du parti, il n'y a ni bureau politique, ni secrétaire général du parti, ni trésorier. Nous étions à Tahoua parce que les structures du parti sont renouvelées à la base et des hommes et femmes nouveaux sont choisis pour gérer le parti durant les quatre prochaines années. Peut-on rester stoïques

et laisser le président du parti et un cercle restreint d'amis scier la branche sur laquelle ils sont confortablement assis? Quelle fierté y a-t-il à rester à la majorité présidentielle alors que le parti va à sa totale déchéance? Ces questions, pertinentes, montrent qu'il est urgent que les responsables, à tous les niveaux (sections, diaspora, anciens membres du bureau politique, le bureau des sages, les jeunes) se mobilisent pour assurer la survie de notre parti pris en otage. Souvenez vous des hommes qui nous ont laissé en héritage ce parti et lisons et écoutons l'hymne du grand baobab, il vous interpellera par rapport à ce que le parti attend.

Bon début de semaine ! Votre humble lanceur d'alerte vous reviendra prochainement et poursuivra sa mission jusqu'à la libération totale de notre parti.

Brah Tandja.

PS: le texte a subi quelques corrections de la rédaction du Courrier

Conférences UA-ZLECA

Les banques primaires saignées à blanc

La tenue des conférences de l'Union africaine, de la Zleca et celles des premières dames à Niamey n'a pas été une simple partie de plaisir pour tout le monde. C'est le cas des banques primaires qui, selon des sources bancaires crédibles, ont été sommées de verser un milliard de francs CFA. L'argent ainsi collecté a permis, en l'absence de liquidités financières disponibles au Trésor national, d'as-

surer directement des dépenses qui n'attendent pas. Ce n'est pas la première fois que l'Etat recourt à des banques primaires pour financer des projets. En attendant d'avoir une idée précise du bilan financier de ces conférences, les banques primaires, elles, grognent, sans autre possibilité que de se plaindre de cette façon peu orthodoxe de travailler.

Processus électoral au Niger

54 villages nouvellement créés suscitent la polémique

Des sources proches de l'administration territoriale, 54 nouveaux villages ont été créés récemment à Agadez et à Tahoua ; des villages dont la création autant que d'autres aspects singuliers suscitent plein d'interrogations, y compris dans les milieux du pouvoir. De fait, nos sources soupçonnent des motivations bassement électoralistes à la base de la création de ces villages. Pour preuve, avancent-elles, il suffit d'y faire un tour et de rencontrer les tout nouveaux chefs de village pour en se faire une religion sur l'affaire. Du côté de la Ceni, certains membres chuchotent qu'ils sont d'autant plus intrigués par la création subite de ces villages que les audiences foraines pataugent et que les enrôlements, qui n'ont pas encore commencé, vont probablement se faire sans que les citoyens aient les pièces d'état-civil re-

quis. Interrogés à ce sujet, un membre de la Ceni ayant requis l'anonymat a expliqué que le régime s'est arrangé, on ne sait plus à quel niveau puisque cela n'a jamais été à l'ordre des discussions au niveau des partis politiques, pour insérer dans la loi électorale une disposition transitoire qui autorise l'enrôlement des citoyens même lorsqu'ils ne sont en possession d'aucune pièce d'état-civil. C'est l'objet de l'article Article 201: en attendant la mise en place d'un système d'état civil fiable, les Nigériens résidant sur le territoire national, ne disposant pas d'un document d'état civil, prévu à l'article 102 ci-dessus peuvent se faire recenser sur simple déclaration sur l'honneur de l'individu et sur témoignage du chef de la concession où du ménage ou de leur représentant.

Rixes au sein des partis politiques non affiliés

Selon des sources dignes de foi, deux responsables des partis non affiliés se sont copieusement tabassés en deux rounds. Le premier round s'est déroulé au siège du pari de Dr Traoré au cours d'une réunion préparatoire pour la convocation d'une Assemblée générale des partis non affiliés. Au cours de cette réunion, le président du parti CNCC Africawa, Hambaly Dodo Oumarou, a refait le

portait au président du PS Imani, Adolf Assogbo. Le second round, c'est le temps des représailles avec la bastonnade de Dodo Hambaly Oumarou et ses partisans à son bureau. C'est à ce spectacle digne de catch que se sont adonnés les deux responsables des partis non affiliés.

C'est ça le Niger d'aujourd'hui. Quand on est non affilié, c'est jusqu'à l'intérieur de sa propre structure.

URANIUMGATE

**Lettre ouverte au chef de l'État Issoufou Mahamadou
Monsieur le Président, où sont nos 200 milliards F CFA**

MONSIEUR le Président, pour une fois, 'LE COURRIER'. a préféré vous interpeller, en votre qualité de magistrat suprême et garant du bon fonctionnement des institutions de la République. Nous en appelons à toutes vos prérogatives constitutionnelles afin d'aider à éclairer la lanterne des 19 millions de Nigériens que nous sommes, relativement à l'affaire dite Uraniumgate.



régulièrement des affaires qui gênent au plus haut point votre régime. Si mettre en lumière des scandales imputables à votre gestion cahoteuse constitue notre seul péché, que l'on nous reconnaisse au moins le mérite d'assumer cette mission de service public qui incombe à la presse. Monsieur le Président, nous réitérons une fois de plus notre question : où sont donc nos 200 milliards FCFA? De par vos fonctions de chef suprême de l'administration publique, vous ne pouvez pas ignorer la destination prise par cet argent soutiré aux contribuables nigériens. Absolument pas. Vous taire fait de

Monsieur le Président, notre interrogation se résume en cette question : où sont nos **200 milliards FCFA** ? Remarquez que la "disparition" d'une telle somme suscite forcément un grand émoi au sein de l'opinion nationale. Pour dire vrai, les Nigériens sont littéralement atterrés par ce tour de passe-passe exécuté par l'un de vos plus fidèles lieutenants, en la personne de HASSOUMI MASSOUDOU. En effet, votre ancien directeur de Cabinet est le maillon principal de cette opération financière des plus mafieuses. D'ailleurs, il n'a point nié le bienfondé des accusations portées par "LE COURRIER". Bien au contraire, HASSOUMI MASSOUDOU a grandement corroboré nos affirmations. L'ensemble des Nigériens sont avides de connaître la vérité sur ce scandale politico-financier. Nous le savons, dans votre entourage, "LE COURRIER" est très mal vu et nous le comprenons aisément du moment où il dérange en divulguant

vous le complice d'une des plus grosses forfaitures jamais commises au Niger. Ne pas accéder aux attentes du peuple quant à la manifestation de la vérité fait de vous le parrain d'une ignominieuse association de malfaiteurs. Monsieur le Président, plus que jamais vous êtes dans l'obligation absolue de laisser la justice suivre son cours, sans ingérence d'aucune sorte et mieux, de la soutenir ouvertement dans cette affaire des 200 milliards de l'Etat nigérien.

Monsieur le Président, nous ne saurions terminer cette lettre sans reposer notre question : où sont passés nos 200 milliards FCFA? Sans nul doute, vous avez la réponse à cette question. Alors, le peuple entier vous le demande avec insistance. **Alpha**

DECODEUR HD A
5 000 ~~10 000~~ **F*^{TTC}**

TOUS EN MODE CAN

PROFITEZ DE TOUTE LA CAN TOTAL EGYPTE 2019 EN HD

CANAL+
DIFFUSEUR OFFICIEL

* Tarif TTC en vigueur du 25/05/2019 au 30/04/2019 pour tout nouvel abonné à l'une des formules suivantes : EVASION ACCESS + ESSENTIEL + TVA. Disponible en 100% Cashback de 25000 FCFA pour les abonnés. Pour en savoir plus, contactez le service client au 020 000 0000. ACCESS, la nouvelle offre de Canal+ Total Egypte est réservée aux abonnés. Pour en savoir plus, contactez le service client au 020 000 0000. Agence.